

Nous avons le plaisir de vous inviter à la deuxième séance du séminaire pour l'année 2016-2017

Perspectives comparatives sur les droits des peuples autochtones

organisé par Irène Bellier (IIAC/LAIOS) et Veronica Gonzalez (IIAC/LAIOS)

8 décembre 2016 de 9h à 13h,

Salle 015, rez-de-chaussée, bât. Le France,

190 av de France 75013 Paris

Territoires autochtones et cartographie mondiale



source : <https://www.mprnews.org/story/2016/09/14/standing-rock-protest-camp-becomes-movement>

La deuxième séance du séminaire cette année sera consacrée à un sujet qui se trouve au cœur des préoccupations et des revendications autochtones : le territoire. Cet élément, qui a souvent été signalé comme le problème fondamental des peuples autochtones de toutes les régions du monde, constitue en effet un objet central pour la survie de ces collectivités ainsi que pour la mise en place de leurs projets politiques.

Souvent confrontés aux imaginaires territoriaux conçus depuis les espaces de pouvoir, les peuples autochtones se servent de nouveaux moyens pour défendre, revendiquer et donner de la signification à leurs spatialités propres. Cette séance présentera des études de cas qui montrent comment les peuples autochtones produisent des instruments pour résister aux projets spatiaux qui ne correspondent pas à leurs attentes. Trois interventions permettront de porter un regard critique sur les enjeux technologiques, politiques et épistémiques impliqués dans la production de cartographies culturelles alternatives. Nous explorerons également les dilemmes auxquels se heurte la mobilisation politique autour des menaces environnementales pesant sur les territoires autochtones.

Les échanges de cette riche séance éclaireront la complexité des dynamiques qui se superposent lorsqu'on cherche de consolider les « territoires de la différence ».

Intervenants :

-**Fabrice Dubertret**, doctorant en géographie, IHEAL, Université Paris Sorbonne Nouvelle

-**Irène Hirt**, Chercheure CNRS, UMR 5319 Passages, Université de Bordeaux

-**Céline Planchou**, maîtresse de conférences, Université Paris 13

Résumés des interventions

Rendre explicite une présence invisible : vers un atlas mondial des territoires autochtones

Fabrice Dubertret

Au cours des dernières décennies, la reconnaissance progressive des droits territoriaux autochtones et la démocratisation des systèmes d'information géographique ont induit un renouveau dans les pratiques cartographiques autochtones. Généralement inscrites dans un processus revendicatif de reconnaissance de leurs droits, ces *contre-cartographies* décrivent avec précision les territoires autochtones, et s'opposent aux représentations gouvernementales occultant souvent leur présence.

Dans ce contexte, cette présentation discutera les modalités de production de telles cartes, l'opportunité de leur agrégation au sein d'une plateforme géographique globale, ainsi que les contributions d'un tel outil à la question territoriale des peuples autochtones, tant d'un point de vue scientifique que politique.

La carte, l'histoire et la lutte des peuples autochtones pour leurs droits au territoire

Irène Hirt, Chercheure CNRS, UMR 5319 Passages, Bordeaux

La mise en cartes et la mise en histoires du territoire constituent deux champs symboliques stratégiques investis par les peuples autochtones pour défendre ou maintenir des droits à l'intérieur des Etats et vis-à-vis d'acteurs tiers, et pour affirmer des imaginaires et des représentations territoriales propres. Ces processus de réappropriation du territoire seront analysés dans une perspective comparative à l'échelle des Amériques, en se fondant principalement sur des exemples situés au Chili, en Bolivie et au Canada, tirés de l'expérience de recherche de l'intervenante.

L'accent sera mis sur les enjeux culturels, épistémologiques et politiques de l'information géographique et des narrations historiques produites par les peuples autochtones, y compris leurs implications pour les chercheur(e)s travaillant avec des organisations et des communautés autochtones. Pour conclure, sera abordé le caractère heuristique de la notion de justice spatiale pour appréhender les luttes autochtones pour le territoire et les droits politiques.

#NoDAPL : les enjeux territoriaux de la lutte contre le projet d'oléoduc sur la réserve de Standing Rock

Céline Planchou

Depuis avril dernier, les Lakotas de la réserve de Standing Rock mènent la lutte contre le projet de construction du Dakota Access Pipeline, lequel doit acheminer du pétrole jusque dans l'Illinois en traversant le fleuve Missouri. Craignant que l'oléoduc contamine leur principale source en eau potable, les Lakotas ont établi un campement dans le Dakota du Nord vers lequel des milliers de personnes issues de centaines de nations autochtones ont convergé. Les enjeux environnementaux ne sont qu'un aspect de la lutte. Si la zone de

construction se situe aujourd'hui à côté de la réserve, elle s'étend toutefois sur un territoire qui faisait à l'origine partie de la Grande Réserve Sioux et sur lequel les Lakotas détiennent des droits spécifiques. Cette présentation abordera ainsi les différents enjeux territoriaux de la lutte entamée par les Lakotas de Standing Rock.

Présentation générale du séminaire

À la suite des travaux réalisés par l'équipe SOGIP (ERC 249 236, LAIOS) qui, pendant 5 ans a examiné les perspectives ouvertes par l'adoption, en 2007, de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA), nous poursuivons la réflexion sur les articulations entre « questions autochtones » et « processus globaux ». Nous nous intéressons aux acteurs politiques autochtones, à leurs prises de position dans différents scénarios de la gouvernance mondiale, ainsi qu'aux situations localisées révélatrices de l'impact des méga-agents du changement (sociétés transnationales, extractives). Les années précédentes, nous avons exploré de manière comparative, et à partir d'études de cas contextualisées, les questions de reconnaissance légale, de développement et de territorialité, d'éducation, de citoyenneté et de participation politique, parce qu'elles posent les sujets autochtones dans leurs relations à l'État et aux institutions internationales. Nous avons abordé certains enjeux d'importance en matière de droits des peuples autochtones pour comprendre leurs demandes et parfois leurs positions de négociation, par exemple en matière de patrimonialisation et de propriété intellectuelle, de genre, de justice, de changement climatique et de développement durable. Grâce à une approche pluridisciplinaire, les analyses montrent que les questions de droits de peuples autochtones ne portent pas seulement sur des enjeux spécifiques : elles définissent un horizon de réflexion sur les conditions de possibilités de se gouverner soi-même et sur les frontières de l'autonomie.

2e jeudi du mois de 9 h à 13 h, du 10 novembre 2016 au 11 mai 2017.

En salle du Conseil A, R-1, bât. Le France, 190 av de France 75013 Paris (sauf indication contraire)

Prochaines séances :

12 janvier 2017 : la participation autochtone au sein des Nations unies aux affaires qui les concernent

- Irène Bellier, Directrice de recherches en anthropologie (CNRS, IIAC/LAIOS)
- Claire Charters, Professeure de droit international à Auckland University, conseillère du président de l'Assemblée générale des Nations unies pour le renforcement de la participation des peuples autochtones dans les Nations unies
- Veronica Gonzalez-Gonzalez, Sociologue, membre du Système national de chercheurs du Mexique
- Alexandra Xanthaki, Professeure en droit Brunel University (London)

9 février 2017 : Peuples autochtones, musées et circulation/restitution des objets

- Damiana Otiou, professeur en Sciences politiques, Université libre de Bruxelles et Université de Bucarest et Université de Bucarest
- Sebastien Minchin, Directeur Muséum d'histoire naturelle de Rouen, Réunion des Musées Métropolitains

9 mars 2017 : Contrastes contemporains concernant la justice et les peuples autochtones: le déplacement forcé et la Déclaration américaine des droits des peuples autochtones (salle 015)

-Felipe Gómez Isa, Professeur de Droit international, Instituto de Derechos Humanos, Universidad de Deusto à Bilbao

-Leandro Varison, enseignant-chercheur LAJP/Sorbonne, Responsable juridique du Programme droits des peuples France Libertés

30 mars 2017 (séance supplémentaire) : Quelle éducation pour les peuples autochtones ?

-Marie Salaün, Professeure d'anthropologie, Université René Descartes Paris

-Jennifer Hays, Professeur associée en anthropologie, UIT Université arctique de Norvège

-Bruno Baronnet, Professeur/chercheur en sociologie, Instituto de Investigaciones en Educación, Universidad Veracruzana (Xalapa, Mexique)

-Irène Bellier, Directrice de recherches en anthropologie (CNRS, IIAC/LAIOS)

11 mai 2017: Les droits des peuples autochtone en pratique. Etude comparative et multiscalaire (salle 8 du 105 bvd Raspail)

-Irène Bellier (CNRS, SOGIP)

-Leslie Cloud (SOGIP)

-Laurent Lacroix (SOGIP)